

## Ruanda: au-delà des mots

Les Echos, 17 juin 1994, page D

Il ne sert sans doute à rien de dénoncer à satiété l'immobilisme de la communauté internationale face au drame du Ruanda, de regretter qu'il ait fallu deux mois pour qu'un début de mobilisation, encore verbale il est vrai, se manifeste. Autant regarder vers l'avenir car il faudra bien que la paix revienne un jour dans ce pays, et parler de ce qu'il est encore possible de faire pour arrêter les massacres. A condition, toutefois, de ne pas se payer de mots mais d'avancer un projet concret, cohérent, et d'agir enfin dans l'extrême urgence que requiert la situation.

Ce n'est malheureusement pas l'impression que donne notre pays, qui parlait mercredi de « monter avec ses principaux partenaires européens et africains une intervention sur le terrain pour protéger les groupes menacés d'extermination » et qui excluait hier « une mission d'interposition ou de vérification d'un cessez-le-feu », se bornant à décrire une « opération pour aller au secours des

populations menacées, dans un but humanitaire ». Premiers concernés, les Belges ont réservé un accueil poli à cette proposition. Quant aux Anglais, ils se sont empressés d'affirmer qu'aucune action n'était envisageable en dehors du cadre des Nations unies. On en reviendrait donc à l'hypothèse initiale d'une force à majorité africaine que le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a toutes les peines du monde à mettre sur pied et qui bénéficierait d'un soutien logistique et financier de la part des grandes puissances. Le président américain, Bill Clinton, s'était engagé dans ce sens à Paris, mais visiblement l'intendance ne suit pas. Alors, on s'en remet avec soulagement à un hypothétique cessez-le-feu négocié sous l'égide de l'Organisation de l'unité africaine et, pour faire bonne mesure, on se dote d'un langage musclé, propre à satisfaire une opinion publique qui, on le sait bien, ne tardera pas à recouvrir le Ruanda de son oubli.